

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 03 AOUT 2010**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;  
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G., POTTIEZ P., MAUROY-  
MOULIN-STALPAERT P., LEURIDANT G., SENECAUT M, ROBETTE-DELPUTTE F.,  
VANDERKEL A., MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

GILLARD Stéphane, Secrétaire Communal ff.

-----

Les membres suivants sont excusés : EGELS J-P., DELHAYE-DEBAUQUE I.,  
BREUSE E. et MULLER L.

La séance est ouverte à 20h00.

Mademoiselle MORCRETTE interroge la Présidente sur la raison du passage des  
points 28 et 29 en séance de huis clos, des grades légaux étant concernés.

La Présidente lui indique que tout point de l'ordre du jour relatif à des personnes  
est systématiquement soumis à la règle du huis clos.

Mademoiselle MORCRETTE demande également si un Receveur communal faisant  
fonction ne doit pas prêter serment.

Afin de lui apporter une réponse certaine, la Présidente propose au Conseil  
communal de consulter les autorités de tutelle et, si nécessaire, de régulariser la situation  
du Receveur communal faisant fonction dès la prochaine séance du Conseil.

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 15 JUIN 2010 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 15 juin 2010 – partie  
publique.

-----

### **2. FINANCES : COMPTE DE FIN DE GESTION DE LA COMMUNE DE JURBISE, EXERCICE 2010 - INFORMATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé du Compte de fin de gestion de la Commune de Jurbise – exercice 2010.

-----

### **3. FINANCES : FABRIQUE DE L'EGLISE NOTRE-DAME DU PERPETUEL SECOURS A MASNUY-SAINT-JEAN – COMPTE 2009 - AVIS**

Le Compte 2009 se clôture au montant de 28.659,58 € en recettes et 13.338,79 € en dépenses soit un excédent de 15.320,79€. L'intervention communale est de 6.032,25€.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, à l'unanimité, sur le Compte de l'exercice 2009 de la fabrique d'église Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean.

-----

### **4. SYNODE DE L'EGLISE PROTESTANTE DE BAUDOUR-HERCHIES – COMPTE 2009 - AVIS**

Le Compte 2009 se clôture au montant de 23.618,38€ en recettes et 26.022,34 € en dépenses soit un déficit de 2.403,96 €. L'intervention communale est 4.944,26 € au service ordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable sur le Compte de l'exercice 2009 de la Synode de l'Eglise Protestante Unie de Belgique Baudour - Herchies.

-----

### **5. JURIDIQUE : REGLEMENT COMMUNAL DES CIMETIERES – MODIFICATIONS - APPROBATION**

Mademoiselle MORCLETTE demande si seuls les noms et prénoms des défunts seront inscrits sur la stèle mentionnée à l'article 105, et si la version modifiée de ce Règlement sera également soumise aux autorités de tutelle.

La Présidente lui répond par l'affirmative à ces deux questions, le Règlement adapté entrant officiellement en vigueur dès son approbation par les autorités de tutelle.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal, ainsi que les articles L1232-1 à L1232-31 relatif aux funérailles et sépultures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le Décret du Gouvernement Wallon du 6 mars 2009, modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Règlement communal des cimetières, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 3 novembre 2009 ;

Vu la proposition, approuvée par le Conseil communal en sa séance du 13 avril 2010, de désigner un médecin assermenté et un médecin assermenté suppléant pour la Commune de Jurbise, qui seront chargés de vérifier les causes du décès, dans le cas où le souhait d'une crémation a été formulé, de son vivant, par le défunt ou par la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles ;

Attendu que les évolutions législatives de l'année 2009 et l'entrée en vigueur de certaines nouvelles dispositions nécessitent d'adapter et de compléter le Règlement communal des cimetières ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver les modifications apportées au Règlement communal des cimetières.

Article 2. – De soumettre le Règlement communal des cimetières à l'approbation des autorités de tutelle.

-----

**6. JURIDIQUE : REGLEMENT TAXE SUR LES INHUMATIONS, DISPERSIONS  
DES CENDRES ET MISES EN COLUMBARIUM – MODIFICATIONS –  
APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE demande la raison de la phrase « Vu les finances communales » dans le projet de Règlement taxe, ainsi que dans le projet de Règlement redevance (point 7).

Monsieur le Secrétaire communal ff lui répond.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L3321-1 et L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

**Vu** la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

**Vu** la Loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

**Vu** les dispositions du titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 ;

**Vu** l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

**Vu** la Circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur déterminant la procédure devant le Collège Communal en matière de réclamation contre une imposition communale ;

**Vu** la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ;

**Vu** la Loi Programme du 20 juillet 2006 notamment l'article 7 modifiant l'article 371 du Code d'Impôts sur les Revenus ;

**Vu** le décret du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures ;

**Vu** l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

**Vu** le Règlement communal des cimetières, approuvé par le Conseil communal en séance du 3 novembre 2009 ;

**Vu** les finances communales ;

**Sur** proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2010 à 2012, une taxe communale sur les inhumations, dispersions des cendres et mises en columbarium.

Ne sont pas visées les inhumations, dispersions des cendres et mises en columbarium des restes mortels :

- des personnes décédées ou trouvées mortes sur le territoire de la commune ;
- des personnes décédées ou trouvées mortes en dehors du territoire de la commune, y inscrites au registre de la population, au registre des étrangers ou au registre d'attente au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition;

- des indigents, à savoir les personnes sans ressources ou disposant de ressources insuffisantes pour couvrir ses besoins élémentaires en référence à la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

**Article 2** : La taxe est due par la personne qui demande l'autorisation d'inhumation, de la dispersion des cendres et de la mise en columbarium.

**Article 3** : La taxe est fixée à 300 euros par inhumation, dispersion des cendres ou de la mise en columbarium.

**Article 4** : La taxe est payable au comptant au moment de la demande de l'inhumation, de la dispersion des cendres ou de la mise en columbarium, à défaut elle sera enrôlée.

**Article 5** : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

-----

## **7. JURIDIQUE : REGLEMENT REDEVANCE SUR LES CONCESSIONS ET CELLULES DE COLUMBARIUM – MODIFICATIONS - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1132-1 à L1132-32 relatifs aux lieux de sépulture ;

Vu le décret du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009 portant exécution du décret du 6 mars 2009 modifiant le chapitre II du titre III du livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Règlement communal des cimetières, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 3 novembre 2009 ;

Vu le règlement redevance sur les concessions et cellules de columbarium, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 3 novembre 2009 ;

Attendu que les cimetières de l'entité ont été dimensionnés en fonction de la population résident sur l'entité, et que pour éviter toute pénurie de place dans les cimetières

de l'entité, le Conseil communal cherche à limiter les inhumations de personnes hors entité et ce en appliquant un tarif différencié ;

Attendu que les évolutions législatives de l'année 2009 et l'entrée en vigueur de certaines nouvelles dispositions nécessitent d'adapter et de compléter le Règlement communal des cimetières, ainsi que le règlement redevance sur les concessions et cellules de columbarium ;

Vu les finances communales ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**Décide, à l'unanimité :**

Article 1<sup>er</sup> : Il est établi, pour les exercices 2010 à 2012, une redevance pour l'acquisition des concessions et des cellules columbarium dans les cimetières de l'entité.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui introduit la demande de concession ou de cellule columbarium.

Article 3 : La redevance est fixée à :

- 250 euros pour une concession respectant les superficies qui suivent :
    - Caveau : 2,50 m sur 1 m
    - Caverne : 1 m sur 0.80 m
  - 250 euros pour une simple cellule columbarium ;
  - 250 euros pour une double cellule columbarium ;
- pour les personnes habitant la Commune ou pour les personnes ayant un parent au 1<sup>er</sup> ou 2<sup>ème</sup> degré résident sur l'entité.

Article 4 : Pour les personnes non visées à l'article 3, la redevance est fixée à :

- 400 euros pour une concession respectant les superficies qui suivent :
  - Caveau : 2,50 m sur 1 m
  - Caverne : 1 m sur 0.80 m
- 400 euros pour une simple cellule columbarium ;
- 400 euros pour une double cellule columbarium ;

Article 5 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de concession ou de cellule columbarium.

Article 6 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 5, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

**8. JURIDIQUE : CESSIION DE VOIRIE EN FAVEUR DE LA COMMUNE DE JURBISE – VOIRIE DU CLOS DES HAUTS AIMONTS A ERBISOEUL – PROPOSITION DE DESIGNATION DE MADAME LA DEPUTEE-BOURGMESTRE ET DE MONSIEUR LE SECRETAIRE COMMUNAL POUR REPRESENTER LA COMMUNE LORS DE LA PASSATION DE L'ACTE**

Mademoiselle MORCRETTE et Monsieur HALLOT demandent s'il existe un risque juridique, et notamment un risque de recours devant le Conseil d'Etat, de par la passation de cet acte de cession.

La Présidente répond par l'affirmative, compte tenu de l'historique particulier du dossier et de l'opposition, connue de longue date, d'un habitant du Clos des Hauts Aimonts à une reprise de la voirie par la Commune. Toutefois, la Présidente met également en évidence la volonté de plusieurs habitants du Clos de voir cette reprise aboutir, et rappelle que l'ensemble des documents officiels obtenus auprès du Cadastre ou des notaires attestent de la propriété de cette voirie dans le chef des héritiers du lotisseur de l'époque, ceux-ci étant aujourd'hui demandeurs de cette cession.

La Présidente précise également, en réponse à une question de Madame SENECAUT, que l'état actuel de la voirie semble bon, mais que sa reprise par la Commune permettra d'assurer son entretien régulier, au même titre que les autres voiries communales.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment son article L 1122-30 ;

Vu l'acte de division et des charges d'un lotissement situé à Erbisoeul, rue d'Herchies et Chemin des Princes, établi le 3 janvier 1974 par Maître Baudouin Hambye, notaire à Mons, à la demande de Monsieur le Comte Wauthier de Bousies ;

Vu l'acte de base du lotissement dénommé « le Parc d'Erbisoeul », établi le 14 octobre 1974 par Maître Baudouin Hambye ;

Attendu que les travaux de voirie du lotissement ont été réceptionnés en date du 24 avril 1979 par la Commune de Jurbise, et que la libération définitive de la garantie bancaire a été accordée par le Collège communal en date du 24 janvier 1980 ;

Vu le courrier du 8 avril 1982 de Maître Baudouin Hambye, par lequel celui-ci fait part de l'intention explicite de Monsieur le Comte Wauthier de Bousies de céder les voiries du Clos des Hauts Aimonts à la Commune de Jurbise ; vu, également, le plan d'un terrain à céder à la Commune, dressé par le Bureau d'Etudes Coulon le 3 janvier 1982, et annexé au courrier précité ;

Vu le projet d'acte de transfert à titre gratuit rédigé par Maître Baudouin Hambye et remis le 28 avril 1982 à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins de Jurbise ;

Vu l'attestation du 31 juillet 1984 du Collège des Bourgmestre et Echevins, certifiant de l'approbation du tracé de la voirie du Clos des Hauts Aimonts, de la réception définitive des travaux en date du 24 avril 1979 et de la réalisation des missions d'entretien et de police de cette voirie par la Commune depuis cette date ;

Attendu, cependant, que la non reprise de la voirie du Clos des Hauts Aimonts par la Commune de Jurbise, et les divergences d'interprétation quant à la propriété de cette voirie et aux responsabilités qui en découlent, ont conduit à une situation incertaine et inconfortable

non seulement pour certains propriétaires du Clos, mais également pour le lotisseur et pour ses héritiers, ainsi que pour l'Administration communale de Jurbise, systématiquement contestée par certains propriétaires du Clos dans les diverses démarches entreprises sur cette voirie au cours de ces dernières années ;

Vu les courriers des 27 septembre 1995 et 23 juillet 2009 de la Province du Hainaut, Service Voyer, estimant que « les faits montrent sans conteste l'intention de l'Administration communale qui est d'assurer l'administration de ces nouvelles voiries, indépendamment de la propriété de l'assiette qui est subsidiaire », et que « les éléments du dossier et les actes posés à l'époque du lotissement montrent clairement la volonté du lotisseur de céder la voirie et ses accotements à l'Administration communale (...) l'assiette des voiries ne fait partie, ni des propriétés des acquéreurs des lots, ni des parties communes (...) sur terrain, rien n'indique qu'il s'agit de voiries privées et aucun obstacle (barrière,...) n'empêche ou restreint le passage (...) une voie de communication accessible au public est une voie publique ; que le fait qu'une telle voie a été ouverte par un particulier et que le sol sur lequel elle est établie continue à appartenir à ce dernier ne lui enlève pas le caractère de voie publique ; qu'une voie publique est soumise à toutes les obligations et charges qui en découlent de la police de la voirie (...) le fait d'incorporer ces voiries dans le domaine public est subsidiaire. Elle est du ressort du Conseil communal et du propriétaire de l'assiette des voiries, en l'occurrence les héritiers de feu Monsieur le Comte de Bousies » ;

Vu les courriers des 2 septembre 2002 et 13 mai 2009 du Bureau de l'Enregistrement de Lens, indiquant que la voirie du Clos des Hauts Aimonts appartient aux héritiers du lotisseur, à savoir Monsieur le Comte Wauthier-Xavier de Bousies Borluut et Monsieur le Comte Jean-Félix de Bousies Borluut, sous réserve de la moitié en usufruit restant appartenir à Madame la Princesse Philippine de Mérode, mère des prénommés ;

Attendu que Messieurs les Comtes Wauthier-Xavier et Jean-Félix de Bousies Borluut sont établis à l'étranger et qu'en leur absence, c'est leur mère, Madame la Princesse Philippine de Mérode, qui a été chargée de la représentation de leurs intérêts ;

Vu les courriers adressés à Madame la Princesse Philippine de Mérode et à Messieurs les Comtes de Bousies Borluut le 5 juin 2009, par lesquels les intéressés ont été informés des données fournies par le Bureau de l'Enregistrement de Lens, et s'enquérant de leurs intentions quant à la situation problématique en cours et quant à une éventuelle cession définitive de la voirie du Clos des Hauts Aimonts à la Commune de Jurbise ;

Vu l'acte de cession de droits indivis établi le 13 juin 2008 par Maître Fabrice Demeure de Lespaul, notaire à Mons, par lequel Monsieur le Comte Jean-Félix de Bousies Borluut cède à son frère, Monsieur le Comte Wauthier-Xavier de Bousies Borluut, sa moitié en pleine propriété sur plusieurs biens, dont la voirie du Clos des Hauts Aimonts ;

Vu la nécessité pour la Commune de Jurbise de reprendre la voirie du Clos des Hauts Aimonts pour cause d'utilité publique, cette reprise permettant à la Commune, conformément à l'article 135 de la Nouvelle Loi communale, de remplir de manière non équivoque et certaine l'une de ses missions premières, qui est d'assurer la sécurité et la commodité du passage sur les voies publiques, et de mettre un terme à l'incertitude juridique relative au statut de cette voirie, ce non seulement au profit des propriétaires actuels de la voirie et des propriétaires du Clos, mais aussi au profit des usagers potentiels de cette voirie ;



Vu le plan de division dressé le 15 mars 2010 par Monsieur Guy Meunier, géomètre, et reprenant sous liseré jaune la voirie du Clos des Hauts Aimonts, cadastrée section C numéro 2 L 2/Pie, d'une contenance de 01 Ha 43 A 76 Ca ;

Vu le projet d'acte de cession de voirie rédigé par Maître Lembourg, aujourd'hui soumis à l'approbation du Conseil communal ;

Attendu qu'il est proposé au Conseil communal de désigner le Collège communal, représenté par Madame la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal, pour représenter l'autorité communale lors de la signature de l'acte de cession ;

Attendu que la cession de cette voirie est consentie et acceptée par le propriétaire pour et moyennant le prix d'un euro symbolique ;

Sur proposition du Collège communal ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er :** De procéder à l'acquisition, pour cause d'utilité publique, de la voirie du Clos des Hauts Aimonts, sise à Erbisoeul et cadastrée section C numéro 2 L 2/Pie, d'une contenance de 01 Ha 43 A 76 Ca.

**Article 2 :** D'approuver la proposition du propriétaire de la voirie de fixer le prix de cette acquisition à un euro symbolique.

**Article 3 :** De désigner le Collège communal, représenté par Madame la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal, pour représenter l'autorité communale lors de la signature de l'acte de concession.

**Article 4 :** De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur Eric BOURDIAUD'HUY, Receveur communal faisant fonction, pour information.

-----

## **9. JURIDIQUE : REGLEMENT GENERAL D'OCTROI DES PRIMES, SUBSIDES ET MISES A DISPOSITION OCCASIONNELLES DE MATERIEL, PERSONNEL OU LOCAL - APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE estime, sur base de la Circulaire du 14 février 2008 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, que la liste des subventions destinée à être annexée aux comptes communaux, devrait également être annexée au budget communal.

La Présidente, Monsieur Jacques DURIEUX et Monsieur Guy CAULIER lui répondent que cette demande est impossible à rencontrer, compte tenu du fait qu'il est impossible de prévoir en début d'exercice quelles seront les sollicitations en la matière.

Mademoiselle MORCRETTE demande également des précisions sur la notion de « primes », reprise dans l'intitulé du Règlement, sur les panneaux électoraux qui font partie du matériel pouvant être mis à disposition, et sur les raisons de l'application d'un montant

forfaitaire pour la mise à disposition du matériel d'éclairage. Mademoiselle MORCRETTE demande également si le matériel communal est bien installé systématiquement par le personnel communal.

La Présidente lui répond.

Mademoiselle MORCRETTE et Madame SENECAUT s'étonnent que des trophées, coupes et médailles fassent partie des subventions pouvant être octroyées par la Commune, et Madame SENECAUT estime notamment anormal que ces trophées soient remis au nom du Collège communal, et pas au nom du Conseil communal. Par ailleurs, Madame SENECAUT estime que l'octroi de ce type de subvention est de nature à créer une certaine confusion dans l'esprit des citoyens.

Madame SENECAUT demande que la phrase introductive de la Circulaire du 14 février 2008 soit ajoutée au Règlement, et que, par contre, l'article 4 du Règlement soit modifié, de telle manière à ce que les bénéficiaires de subventions comprises entre 1.239,47 € et 24.789,35 € ne puissent pas être dispensés de la transmission de leurs bilans, comptes et rapports de gestion et de situation financière.

La Présidente marque son accord sur ces deux demandes.

Enfin, Mademoiselle MORCRETTE demande des explications sur le mode d'évaluation du montant d'une mise à disposition d'un bus communal. Pour terminer, Mademoiselle MORCRETTE indique que, selon elles, les règles d'attribution d'une subvention ne sont pas suffisamment indiquées, qu'il est donc incomplet et qu'il demeure des zones d'ombre, mais précise toutefois qu'elle votera en faveur de ce Règlement, tout en demandant qu'il soit évalué dans un an, ce sur quoi la Présidente marque son accord tout en précisant que ce Règlement va être soumis, pour approbation, aux autorités de tutelle, et qu'il sera par conséquent adapté en fonction des remarques éventuelles de celles-ci.

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Attendu que** diverses Associations, Sociétés et Asbl à caractère philanthropique, éducatif, social, culturel, sportif ou autre, sollicitent régulièrement des aides matérielles, financières, logistiques et humaines dans le cadre de l'organisation d'activités ;

**Attendu que** de manière exceptionnelle, de telles demandes sont susceptibles d'être introduites par des personnes physiques, relativement à la mise à disposition de matériel destiné à assurer la sécurité ou la salubrité publiques ;

**Attendu que**, pour autant que la satisfaction des besoins et l'accomplissement des tâches propres à l'Administration communale dans sa mission de service public le permettent, il s'indique de soutenir la vie associative active sur le territoire de la Commune et alentours ;

**Attendu que** ces demandes doivent être prises en compte tant au niveau budgétaire de la Commune qu'au niveau financier de ces diverses associations, sociétés et Asbl ;

**Attendu que** pour faciliter le traitement des demandes d'aides matérielles, logistiques, financières et humaines, il est dans les compétences du Conseil Communal de fixer un Règlement général d'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, spécifiant les règles d'attribution de ces aides, les justificatifs à fournir ainsi que les modalités à respecter pour l'obtention de ces aides ;

**Attendu que**, sur base du Règlement général dont question, il est proposé au Conseil communal de déléguer au Collège Communal la gestion et l'organisation de ces aides, ce afin de garantir une gestion rapide, pragmatique et cohérente des nombreuses sollicitations en la matière ;

**Considérant** qu'il y a lieu de tenir compte raisonnablement de diverses variables pour l'établissement de ce Règlement général, notamment le coût de la main-d'œuvre, le coût de fonctionnement des véhicules communaux et le coût d'amortissement du matériel ;

**Considérant** que le Règlement général dont question trouvera à s'appliquer indépendamment de l'existence d'éventuelles conventions particulières passées entre le Conseil communal et des tiers ;

**Attendu que** le Collège Communal s'engage à lister les subventions et aides annuelles octroyées pendant l'exercice budgétaire et de soumettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal en tant que pièce jointe à l'approbation du Compte Communal de l'exercice ;

**Attendu que** la décision de délégation au Collège Communal sera accordée pour les exercices 2010 à 2012 ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement ses articles L3331-1 à L3331-9 ;

**Vu** la circulaire du 14 février 2008 du Ministre Philippe Courard, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, précisant les modalités d'application des articles susmentionnés ;

#### **DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er** : D'arrêter le Règlement général d'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, soumis ce jour à son approbation.

**Article 2** : De donner délégation au Collège Communal pour la gestion et l'organisation des aides financières, matérielles, logistiques, humaines octroyées aux différentes Associations, Sociétés, Asbl et personnes physiques pour les exercices 2010 à 2012, et ce conformément aux principes arrêtés dans le

Règlement général d'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, repris en annexe de la présente délibération.

**Article 3** : D'approuver le principe d'établir une liste reprenant les différentes Associations, Sociétés, Asbl et personnes physiques bénéficiant d'aides, et d'annexer cette liste aux comptes communaux pour approbation par le Conseil Communal.

**Article 4** : De transmettre la présente résolution, par application de l'article L3122-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, à l'autorité de Tutelle et au Receveur Communal.

**Article 5** : De fixer la date d'entrée en vigueur de ce Règlement général à la date d'approbation par l'autorité de tutelle, sans que les dispositions du Règlement général ne puissent s'exercer de manière rétroactive.

-----

**10. JURIDIQUE : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL COMMUNAL AVEC L'ECOLE SAINT-LOUIS – SECTION BRUYERE – APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE demande que la date à laquelle cette mise à disposition a été demandée, soit ajoutée à la convention, et que la situation de 2010 soit régularisée.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ainsi que ses articles L3331-1 à L3331-9 ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la circulaire du 14 février 2008 du Ministre Philippe Courard, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, précisant les modalités d'application des articles susmentionnés ;

**Vu** le Règlement général d'octroi de primes, subsides ou de mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 3 août 2010 ;

**Attendu** que l'Ecole des Bruyères – Section Saint-Louis bénéficie de la part de la Commune de Jurbise, au même titre que d'autres associations, institutions et ASBL, d'aides et de subventions récurrentes dans le cadre de la poursuite de ses activités ;

**Attendu** que, dans un souci de bonne gestion, de pragmatisme et de cohérence, il est par conséquent proposé au Conseil communal de passer une convention avec l'Ecole des Bruyères – Section Saint-Louis, dont l'application garantira à l'Ecole la reconduction annuelle des aides et subventions allouées, dans le respect strict des conditions spécifiées dans la convention ;

**Attendu que** le Collège Communal s'engage à lister les subventions et aides annuelles octroyées à l'Ecole des Bruyères – Section Saint-Louis pendant l'exercice budgétaire et de soumettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal en tant que pièce jointe à l'approbation du Compte Communal de l'exercice ;

**Attendu** qu'il convient de désigner Mademoiselle la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal pour la signature de la convention avec l'Ecole des Bruyères – Section Saint-Louis ;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er** : D'approuver la convention de mise à disposition de personnel communal avec l'Ecole des Bruyères – Section Saint-Louis.

**Article 2** : De désigner Mademoiselle la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal pour la signature de la convention avec l'Ecole des Bruyères – Section Saint-Louis.

**Article 3** : De lister les subventions et aides annuelles octroyées à l'Ecole des Bruyères – Section Saint-Louis pendant l'exercice budgétaire et de soumettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal en tant que pièce jointe à l'approbation du Compte Communal de l'exercice.

**Article 4** : De transmettre la présente résolution à Monsieur le Receveur Communal.

-----

**11. JURIDIQUE : CONVENTOIN DE MISE A DISPOSITION D'UN BATIMENT COMMUNAL, DE PERSONNEL COMMUNAL ET DE MATERIEL COMMUNAL AVEC L'A.S.B.L. FC VACRESSE - APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE demande si les frais de chauffage sont également pris en charge par la Commune, et demande que cette précision soit ajoutée à la convention. Mademoiselle MORCRETTE demande également si les frais d'assurance relèveront aussi de la Commune, ce à quoi la Présidente lui répond de manière affirmative vu qu'il s'agit d'un bâtiment communal.

Mademoiselle MORCRETTE obtient également des précisions sur les entretiens réalisés et la tonte des pelouses. Elle demande également que la date à laquelle cette mise à disposition a été demandée, soit ajoutée à la convention, que la situation de 2010 soit régularisée et si les comptes, bilans et rapports de gestion et de situation financière de l'ASBL seront bien transmis si le montant de la subvention octroyée dépasse 1.239,47 €.

Enfin, Mademoiselle MORCRETTE obtient confirmation que cette convention sera

également soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ainsi que ses articles L3331-1 à L3331-9 ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la circulaire du 14 février 2008 du Ministre Philippe Courard, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, précisant les modalités d'application des articles susmentionnés ;

**Vu** le Règlement général d'octroi de primes, subsides ou de mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 3 août 2010 ;

**Attendu** que l'ASBL FC Vacresse bénéficie de la part de la Commune de Jurbise, au même titre que d'autres associations, institutions et ASBL, d'aides et de subventions récurrentes dans le cadre de la poursuite de son objet social ou de l'organisation d'activités destinées à rencontrer cet objet social ;

**Attendu** que, dans un souci de bonne gestion, de pragmatisme et de cohérence, il est par conséquent proposé au Conseil communal de passer une convention avec l'ASBL FC Vacresse, dont l'application garantira à l'ASBL la reconduction annuelle des aides et subventions allouées, dans le respect strict des conditions spécifiées dans la convention ;

**Attendu que** le Collège Communal s'engage à lister les subventions et aides annuelles octroyées à l'ASBL FC Vacresse pendant l'exercice budgétaire et de soumettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal en tant que pièce jointe à l'approbation du Compte Communal de l'exercice ;

**Attendu** qu'il convient de désigner Mademoiselle la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal pour la signature de la convention avec l'ASBL FC Vacresse ;

**Monsieur Daniel HORNY, Echevin des Travaux ne prend pas part au vote.**

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er :** D'approuver la convention de mise à disposition d'un bâtiment communal, de personnel communal et de matériel communal avec l'ASBL FC Vacresse.

**Article 2 :** De désigner Mademoiselle la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal pour la signature de la convention avec l'ASBL FC Vacresse .

**Article 3 :** De lister les subventions et aides annuelles octroyées à l'ASBL FC Vacresse pendant l'exercice budgétaire et de soumettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal en tant que pièce jointe à l'approbation du Compte Communal de l'exercice.

**Article 4 :** De transmettre la présente résolution à Monsieur le Receveur Communal.

-----

**12. JURIDIQUE : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL COMMUNAL ET DE MATERIEL COMMUNAL AVEC L'A.S.B.L. AS JURBISE-APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE demande que la date à laquelle cette mise à disposition a été demandée, soit ajoutée à la convention, que la situation de 2010 soit régularisée et s'étonne que les charges du bâtiment ne soient pas prises en charge par la Commune.

La Présidente lui répond qu'il s'agit d'un bâtiment privé.

Mademoiselle MORCRETTE demande également que les bilans, comptes et rapports de gestion et de situation financière soient soumis au Conseil communal si le montant de la subvention octroyée dépasse 1.239,47 €.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ainsi que ses articles L3331-1 à L3331-9 ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la circulaire du 14 février 2008 du Ministre Philippe Courard, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, précisant les modalités d'application des articles susmentionnés ;

**Vu** le Règlement général d'octroi de primes, subsides ou de mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 3 août 2010 ;

**Attendu** que l'ASBL AS Jurbise bénéficie de la part de la Commune de Jurbise, au même titre que d'autres associations, institutions et ASBL, d'aides et de subventions récurrentes dans le cadre de la poursuite de son objet social ou de l'organisation d'activités destinées à rencontrer cet objet social ;

**Attendu** que, dans un souci de bonne gestion, de pragmatisme et de cohérence, il est par conséquent proposé au Conseil communal de passer une convention avec l'ASBL AS

Jurbise, dont l'application garantira à l'ASBL la reconduction annuelle des aides et subventions allouées, dans le respect strict des conditions spécifiées dans la convention ;

**Attendu que** le Collège Communal s'engage à lister les subventions et aides annuelles octroyées à l'ASBL AS Jurbise pendant l'exercice budgétaire et de soumettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal en tant que pièce jointe à l'approbation du Compte Communal de l'exercice ;

**Attendu** qu'il convient de désigner Mademoiselle la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal pour la signature de la convention avec l'ASBL AS Jurbise ;

**DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1er** : D'approuver la convention de mise à disposition de personnel communal et de matériel communal avec l'ASBL AS Jurbise.

**Article 2** : De désigner Mademoiselle la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal pour la signature de la convention avec l'ASBL AS Jurbise.

**Article 3** : De lister les subventions et aides annuelles octroyées à l'ASBL AS Jurbise pendant l'exercice budgétaire et de soumettre cette liste à l'approbation du Conseil Communal en tant que pièce jointe à l'approbation du Compte Communal de l'exercice.

**Article 4** : De transmettre la présente résolution à Monsieur le Receveur Communal.

-----

**13. JURIDIQUE : MARCHÉ PUBLIC 2010-25-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION DE FOURNITURES POUR INSTALLATION ELECTRIQUE POUR UN BATIMENT SPORTIF COMMUNAL – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, **notamment l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup> a;**



Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fournitures pour installation électrique pour un bâtiment communal sportif", le montant estimé s'élève à 1.234,95 € hors TVA ou 1.494,29 €, 21% TVA comprise

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 764/72254:20100044.2010 (n° de projet 20100044);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

**DECIDE à l'unanimité, Monsieur Daniel HORNY, Echevin des Travaux, ne prenant pas part au vote :**

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "Fournitures pour installation électrique pour un bâtiment communal sportif". Le montant est estimé à 1.234,95 € hors TVA ou 1.494,29 €, 21% TVA comprise

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée par facture acceptée.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 764/72254:20100044.2010 (n° de projet 20100044).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**14. JURIDIQUE : MARCHE PUBLIC 2010-26-SG-GU RELATIF A LA  
FOURNITURE DE PORTES INTERIEURES ET D'UNE PORTE EXTERIEURE  
POUR UN BATIMENT SPORTIF COMMUNAL – CONDITIONS, MODE DE  
PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 3](#);

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "[Fournitures de portes intérieures et d'une porte extérieure pour un bâtiment sportif communal](#)", le montant estimé s'élève à 2.500,00 € hors TVA ou 3.025,00 €, 21% TVA comprise

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée par facture acceptée](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice 2010, article [764/72254:20100044.2010](#) (n° de projet 20100044);

Considérant que ce crédit sera financé par [un emprunt](#) ;

**DECIDE à l'unanimité, Monsieur Daniel HORNY, Echevin des Travaux, ne prenant pas part au vote :**

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "[Fournitures de portes intérieures et d'une porte extérieure pour un bâtiment sportif communal](#)". Le montant est estimé à 2.500,00 € hors TVA ou 3.025,00 €, 21% TVA comprise

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée par facture acceptée](#).

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget extraordinaire](#) de l'exercice 2010, article [764/72254:20100044.2010](#) (n° de projet 20100044).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**15. JURIDIQUE : MARCHE PUBLIC 2010-27-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE ET A LA LIVRAISON DE CARRELAGES DANS UN BATIMENT**

**SPORTIF COMMUNAL – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER  
SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 3](#);

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "[Fourniture et livraison de carrelages dans un bâtiment sportif communal](#)", le montant estimé s'élève à 2.220,00 € hors TVA ou 2.686,20 €, 21% TVA comprise

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée par facture acceptée](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice 2010, article [764/72254:20100044.2010](#) (n° de projet 20100044);

Considérant que ce crédit sera financé par [un emprunt](#) ;

**DECIDE à l'unanimité, Monsieur Daniel HORNY, Echevin des Travaux, ne prenant pas part au vote :**

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "[Fourniture et livraison de carrelages dans un bâtiment sportif communal](#)". Le montant est estimé à 2.220,00 € hors TVA ou 2.686,20 €, 21% TVA comprise

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée par facture acceptée](#).

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget extraordinaire](#) de l'exercice 2010, article [764/72254:20100044.2010](#) (n° de projet 20100044).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**16. JURIDIQUE : MARCHE PUBLIC 2010-28-SG-GU RELATIF A  
L'INSTALLATION DE SANITAIRES ET DE CHAUFFAGES DANS UN  
BATIMENT SPORTIF COMMUNAL – CONDITIONS, MODE DE PASSATION  
ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le [Service Juridique](#) a établi un cahier des charges N° 2010-28-SG-GU pour le marché ayant pour objet "[Installation de sanitaires et de chauffages dans un bâtiment sportif communal](#)";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "[Installation de sanitaires et de chauffages dans un bâtiment sportif communal](#)", le montant estimé s'élève à 11.147,60 € hors TVA ou 13.488,60 €, 21% TVA comprise

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 764/72254:20100044.2010 (n° de projet 20100044);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

**DECIDE à l'unanimité, Monsieur Daniel HORNY, Echevin des Travaux, ne prenant pas part au vote :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-28-SG-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet "Installation de sanitaires et de chauffages dans un bâtiment sportif communal", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 11.147,60 € hors TVA ou 13.488,60 €, 21% TVA comprise

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 764/72254:20100044.2010 (n° de projet 20100044).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**17. JURIDIQUE : MARCHE PUBLIC 2010-37-SG-FB RELATIF A LA  
DESIGNATION D'UN HUISSIER DE JUSTICE CHARGE DES  
RECOUVREMENTS AU PROFIT DE LA COMMUNE DE JURBISE –  
CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES –  
APPROBATION**

Madame SENECAUT s'assure auprès de la Présidente qu'il n'existe aucun risque de conflit d'intérêt dans sa participation au vote sur ce point, compte tenu de la profession de son compagnon.

La Présidente lui confirme l'absence totale de risque en la matière.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “[Désignation d'un huissier de justice chargé des recouvrements au bénéfice de la Commune de Jurbise](#)”, le montant estimé s'élève à 18.000,00 € hors TVA ou 21.780,00 €, 21% TVA comprise;

Attendu que le contrat qui découlera de cette procédure de marché sera conclu pour une durée d'un an, reconductible de manière tacite à échéance, sans que sa durée totale ne puisse excéder trois ans;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget ordinaire](#) de l'exercice 2010, article [104/12203.2010](#);

Considérant que ce crédit sera financé sur fonds propres ;

**DECIDE à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet “[Désignation d'un huissier de justice chargé des recouvrements au bénéfice de la Commune de Jurbise](#)”. Le montant est estimé à 18.000,00 € hors TVA ou 21.780,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée sans publicité](#).

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget ordinaire](#) de l'exercice 2010, article [104/12203.2010](#).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**18. JURIDIQUE : MARCHÉ PUBLIC 2010-38-SG-FB RELATIF A L'ACHAT DE PAPIER POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE, LE C.P.A.S. ET LES TROIS ECOLES COMMUNALES – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "[Achat de papier pour l'Administration, le CPAS et les trois écoles communales](#)", le montant estimé s'élève à 10.000,00 € hors TVA ou 12.100,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant en conséquence que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget ordinaire](#) de l'exercice 2010, article 104, 421, 722, 762, 764, 83202/12302.2010, ainsi qu'aux articles 123, 8013, 8015, 831, 8351, 8352, 837, 8441, 8443, 8449 et 8451/123-02.2010;

Considérant que ce crédit sera financé par [fonds propres](#) ;

### **DECIDE à l'unanimité ;**

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "[Achat de papier pour l'Administration, le CPAS et les trois écoles communales](#)". Le montant est estimé à 10.000,00 € hors TVA ou 12.100,00 €, 21% TVA comprise.

- Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée sans publicité](#).
- Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget ordinaire](#) de l'exercice 2010, article 104, 421, 722, 762, 764, 83202/12302.2010, ainsi qu'aux articles 123, 8013, 8015, 831, 8351, 8352, 837, 8441,8443, 8449 et 8451/123-02.2010.
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
- 

**19. MARCHE PUBLIC 2010-40-SG-GU RELATIF AU PLACEMENT DU SYSTEME DE CHAUFFAGE DE L'ECOLE COMMUNALE D'HERCHIES – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le [Service Juridique](#) a établi un cahier des charges N° 2010-40-SG-GU pour le marché ayant pour objet "[Remplacement du système de chauffage de l'Ecole communale d'Herchies](#)";



Considérant que, pour le marché ayant pour objet “Remplacement du système de chauffage de l'Ecole communale d'Herchies”, le montant estimé s'élève à 18.030,00 € hors TVA ou 21.816,30 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par **procédure négociée sans publicité**;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au **budget extraordinaire** de l'exercice 2010, article 722/72360:20100027.2010 (n° de projet 20100027);

Considérant que ce crédit sera financé par **un emprunt** ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-40-SG-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet “Remplacement du système de chauffage de l'Ecole communale d'Herchies”, établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 18.030,00 € hors TVA ou 21.816,30 €, 21% TVA comprise

Article 2. - Le marché précité est attribué par **procédure négociée sans publicité**.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au **budget extraordinaire** de l'exercice 2010, article 722/72360:20100027.2010 (n° de projet 20100027).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**20. JURIDIQUE : MARCHE PUBLIC 2010-41-SG-FB RELATIF A L'ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU URBAIN POUR LA COMMUNE – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 17, § 2, 1° a](#);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que [le Service Juridique](#) a établi un cahier des charges N° 2010-41-SG-FB pour le marché ayant pour objet “Acquisition de mobilier urbain pour la Commune de Jurbise”;

Considérant que ce marché est divisé en 2 lots:

- Lot 1: [Abri pour vélos](#), estimé à 7.000,00 € hors TVA ou 8.470,00 €, 21% TVA comprise;
- Lot 2: [Vitrines d'affichage extérieur](#), estimé à 10.500,00 € hors TVA ou 12.705,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “Acquisition de mobilier urbain pour la Commune de Jurbise”, le montant estimé s'élève à 17.500,00 € hors TVA ou 21.175,00 €, 21% TVA comprise

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice 2010, article 104/72360:20100005.2010 (n° de projet 20100005) et 423/74152:20100021.2010 (n° de projet 20100021);

#### **DECIDE à l'unanimité :**

- Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-41-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet “Acquisition de mobilier urbain pour la Commune de Jurbise”, établis par [le Service Juridique](#). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 17.500,00 € hors TVA ou 21.175,00 €, 21% TVA comprise
- Le marché est divisé 2 en lots:
- Lot 1: [Abri pour vélos](#), estimé à 7.000,00 € hors TVA ou 8.470,00 €, 21% TVA comprise;
  - Lot 2: [Vitrines d'affichage extérieur](#), estimé à 10.500,00 € hors TVA ou 12.705,00 €, 21% TVA comprise

- Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée sans publicité](#).
- Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [104/72360:20100005.2010](#) (n° de projet 20100005) et [423/74152:20100021.2010](#) (n° de projet 20100021).
- Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.
- Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
- 

**21. URBANISME : PROJET DE LOTISSEMENT SIS RUE DU FAUX BOIS A JURBISE (SECTION E N°141D, 145M, 145R, 148C ET 150P A MASNUY-SAINT-JEAN) – 15 LOTS DONT 9 COMME TERRAINS A BATIR - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande introduite le 22 décembre 2009 par le Géomètre Colin mandaté par Madame Turu et relative à un projet de lotissement sur les terrains sis à la rue du Faux Bois à 7050 Jurbise (Masnuy-Saint-Jean), cadastré Section E n°141 d, 145 m, 145 r, 148 c et 150 p;

**Vu** le projet porte sur la création de 15 lots dont 9 à vendre comme terrain à bâtir;

**Vu** que le bien se situe en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur sur 50 mètres de profondeur à front de la rue du Faux Bois et au-delà en zone d'espaces verts;

**Vu** que l'avis du Commissaire voyer a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 21 janvier 2010 est favorable conditionnel et est libellé comme suit :

« Les travaux d'équipement de voirie que je vous suggère d'imposer au lotisseur sont les suivantes :

- *Etablissement d'un filet d'eau type IIA2 sur les longueurs du lotissement, posé sur fondation en béton maigre de 0,20m d'épaisseur minimum, placé en bord de chaussée. Les éléments linéaires existants sont démolis;*
- *Filets d'eau et accotement = 2,50m;*
- *Resserage le long du filet d'eau, en béton maigre sur 0,35m d'épaisseur, revêtement hydrocarboné type BB-4C sur 0,05 m d'épaisseur ;*
- *Etablissement d'un avaloir tout les 50m le long des lots ;*
- *Raccordement d'avaloir en tuyaux Ø200 mm en béton-remblai de tranchée en sable-ciment ;*
- *Egouttage comme indiqué au plan – ensuite antenne en P.V.C. Ø160 ou 200 mm vers les lots;*
- *Enrobage de tuyaux en sable – ciment en accotement, en béton maigre en chaussée ; remblai en terre en accotement;*
- *Reconstruction de la chaussée : fondation en béton maigre de 0,30m d'épaisseur, revêtement hydrocarboné : couche d'usure BB-4C sur 0,05m d'épaisseur;*
- *Accotement stabilisé de plain-pied avec la chaussée (empierrement sur 0,25 m d'épaisseur sur une largeur de 2,00m) – couche de finition laissée à l'appréciation des riverains ;*

- *Etablissement de 6 chambres de visite le long du lotissement. Elles seront réalisées en maçonnerie de briques pleines (une brique d'épaisseur enduite à l'extérieur et cimentée intérieur-extérieur-trapillon 40 tonnes en fonte ou acier moulé) et auront des dimensions intérieures de 0,70 x 0,70 m². Elles seront établies sur fondation en béton non armé C 30/37 de 0,20m d'épaisseur minimum ;*
- *Travaux à réaliser en respectant le cahier des charges type RW 99-2004. »*

**Vu** l'enquête publique réalisée du 14/01/2010 au 28/01/2010 pour le motif suivant : articles 129 bis et quater du C.W.A.T.U.P. : création d'un lotissement de 15 lots dont 9 comme terrain à bâtir

**Vu** qu'à l'issue de cette enquête publique une pétition de 8 signatures a été introduite;

**Vu** que celle-ci porte sur le fait que les prescriptions autorisent, en plus de briques de ton rouge-brun, un enduit de teinte claire ou des briques de terre cuite devant être revêtues d'une peinture de ton clair ;

**Vu** que la pose d'un enduit de teinte claire ou de briques de terre cuite devant être revêtues d'une peinture de ton clair n'est pas de nature à dénaturer le quartier, que la réclamation n'est donc pas justifiée;

**Vu** l'avis favorable de la Division Nature et Forêts du 19/02/2010 ;

**Vu** que l'avis du Service incendie a été sollicité et que celui-ci réceptionné le 24 juin 2010 est favorable conditionnel ;

**Vu** que le rapport incendie conclut que dans l'éventualité où la S.W.D.E. ne pourrait garantir le débit de 20m³/h au niveau des bouches d'incendie existantes imposant de fait l'installation d'une citerne au niveau de chaque lot, le plan d'implantation de celles-ci devra être soumis à leur approbation ;

**Vu** que la S.W.D.E. a répondu ne pas pouvoir assurer le débit de 20m³/h demandé, que la pose d'une citerne au niveau de chaque lot sera donc imposée ;

**Vu** l'avis favorable du 3 juin 2010 de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité à condition d'imposer des habitations quatre façades ainsi que la pose d'une fosse septique toutes eaux et d'un dégraisseur par maison ;

**Vu** que le projet est compatible avec la destination de la zone ;

**Vu** la décision du Collège communal réuni le 5/07/2010;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Décide : à l'unanimité.**

**Article 1er** : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet :

1. en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.
2. en respectant l'avis du Service incendie ;
3. en respectant l'avis de la C.C.A.T.M.

**Article 2 :** De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

-----

**22. URBANISME : PROJET DE LOTISSEMENT SIS A L'ANGLE DE LA  
CHAUSSEE BRUNEHULT ET DU CHEMIN DE CASTEAU A JURBISE  
(SECTION C N°100F A MASNUY-SAINT-JEAN) – 2 LOTS COMME TERRAIN A  
BATIR**

Mademoiselle MORCLETTE demande la raison d'une clause archéologique dans le projet de délibération.

La Présidente lui répond.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande introduite le 17 décembre 2009 par le Géomètre Meunier mandaté par Madame Degauquier et relative à un projet de lotissement sur les terrains sis à l'angle de la Chaussée Brunehault et du Chemin de Casteau à 7050 Jurbise (Masnuy-Saint-Jean), cadastré Section C n°100 f;

**Vu** le projet porte sur la création de 2 lots à vendre comme terrain à bâtir;

**Vu** que le bien se situe en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur ;

**Vu** que l'avis du Commissaire voyer a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 3 février 2010 est favorable conditionnel et est libellé comme suit :

« Les travaux d'équipement de voirie que je vous suggère d'imposer au lotisseur sont les suivantes :

- *Etablissement d'un filet d'eau type IIA2 sur les longueurs du lotissement, posé sur fondation en béton maigre de 0,20m d'épaisseur minimum, placé en bord de chaussée. Les éléments linéaires existants sont démolis;*
- *Filets d'eau et accotement = 2,50m;*
- *Resserrage le long du filet d'eau, en béton maigre sur 0,35m d'épaisseur, revêtement hydrocarboné type BB-4C sur 0,05 m d'épaisseur ;*
- *Etablissement d'un avaloir tout les 50m le long des lots ;*
- *Raccordement d'avaloir en tuyaux Ø200 mm en béton-remblai de tranchée en sable-ciment ;*
- *Egouttage comme indiqué au plan – ensuite antenne en P.V.C. Ø160 ou 200 mm vers les lots;*
- *Enrobage de tuyaux en sable – ciment en accotement, en béton maigre en chaussée ; remblai en terre en accotement;*

- *Reconstruction de la chaussée : fondation en béton maigre de 0,30m d'épaisseur, revêtement hydrocarboné : couche d'usure BB-4C sur 0,05m d'épaisseur;*
- *Accotement stabilisé de plain-pied avec la chaussée (empierrement sur 0,25 m d'épaisseur sur une largeur de 2,00m) – couche de finition laissée à l'appréciation des riverains ;*
- *Etablissement de 3 chambres de visite le long du lotissement. Elles seront réalisées en maçonnerie de briques pleines (une brique d'épaisseur enduite à l'extérieur et cimentée intérieur-extérieur-trapillon 40 tonnes en fonte ou acier moulé) et auront des dimensions intérieures de 0,70 x 0,70 m². Elles seront établies sur fondation en béton non armé C 30/37 de 0,20m d'épaisseur minimum ;*
- *Travaux à réaliser en respectant le cahier des charges type RW 99-2004. »*

**Vu** l'enquête publique réalisée du 28/10/2009 au 11/11/2009 pour le motif suivant : articles 129 bis et quater du C.W.A.T.U.P. : création d'un lotissement de 2 lots à bâtir

**Vu** qu'à l'issue de cette enquête publique aucune réclamation n'a été introduite;

**Vu** l'avis favorable du 3 juin 2010 de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité avec une remarque sur le fait qu'une servitude de vue doit être actée pour la maison à droite du lot 2;

**Vu** qu'une servitude de vue a été actée lors de la division du bien entre la parcelle 101 g et 100 f pie ;

**Vu** que le projet est compatible avec la destination de la zone ;

**Vu** la demande du service de l'archéologie du 28 juin 2010;

**Vu** la décision du Collège communal réuni le 5/07/2010;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Décide : à l'unanimité.**

**Article 1er** : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet :

- en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.
- en ajoutant au futur permis une clause archéologique.

**Article 2** : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

-----

**23. TRAVAUX : TRAVAUX D'ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DE VOIRIE – EXERCICE 2010. CAHIER SPECIAL DES CHARGES, METRE ET DEVIS**

**ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ET DES  
CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège communal du 12 avril 2010 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché ayant comme objet "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2010" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon;

Considérant que l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon a établi un cahier des charges N° TC/10/M/003 pour le marché ayant pour objet "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2010";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2010", le montant estimé s'élève à 60.156,00 € hors TVA ou 72.788,76 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 421/73560:20100016.2010 (n° de projet 20100016);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

Considérant que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

**DECIDE à l'unanimité ;**

- Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° TC/10/M/003 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2010", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 60.156,00 € hors TVA ou 72788,76 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.
- Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 421/73560:20100016.2010 (n° de projet 20100016). Le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire.
- Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.
- Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**24. TRAVAUX : CONTRAT D'EGOUTTAGE POUR L'ASSAINISSEMENT DES EAUX RESIDUAIRES URBAINES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires et plus particulièrement l'article 3, § 1 qui prévoit que les Etats membres veillent à ce que les agglomérations soient équipées de systèmes de collecte des eaux urbaines résiduaires ;

Considérant l'arrêt du 8 juillet 2004 (C 27/03) condamnant l'Etat belge et la mise en demeure du 26 janvier 2006 adressé par la Commission européenne à la Région wallonne ainsi que la mise en demeure complémentaire du 17 octobre 2007 ;

Vu l'article 135 de la nouvelle loi communale relatif aux missions de la commune et plus particulièrement les questions de propreté et de salubrité des lieux et édifices publics ;

Vu le décret du 21 décembre 2006 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public et vu l'arrêté du 3 mai 2007 portant exécution de ce décret ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code de l'Eau, notamment ses articles D. 331, § 1, D. 332, §2, 4° et D. 334, 9° ;



Vu la partie réglementaire du Code de l'Eau contenant le règlement général d'assainissement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 novembre 2001 définissant l'égouttage prioritaire et fixant les modalités de son financement ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 approuvant la structure de financement de l'égouttage prioritaire ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 29 avril 2010 approuvant le contrat d'égouttage et ses annexes ;

Considérant l'intérêt pour la commune d'y adhérer et plus spécialement en raison de la réduction de la quote-part communale pour les projets de pose ou de restauration de réseaux d'égouttage prioritaire ;

Attendu que le mode de gestion proposé est de nature à accélérer le rythme des investissements prescrits par la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991.

**DECIDE à l'unanimité ;**

Article 1er. - De conclure le contrat d'égouttage relatif au territoire communal de Jurbise avec l'organisme d'épuration I.D.E.A. et la S.P.G.E.

Article 2. - De concéder à la S.P.G.E. un droit réel sur l'assiette de réalisation des égouts.

-----

## **25. PLAN TRIENNAL DES TRAVAUX 2010-2011-2012 - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que le programme triennal des travaux 2010-2011-2012 doit être déposé à la Région Wallonne dans les meilleurs délais ;

Vu le décret du 21.12.2006, relatif aux subventions octroyées par la Région Wallonne à certains investissements d'intérêts publics ;

Vu la circulaire du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville en date du 18.01.2010 ;

Vu la liste des priorités des travaux proposée par le Collège Communal en date du 23.02.2010 ;

Vu la liste des travaux revue et complétée par le Collège Communal, en sa séance du 02.06.2010, suite à la demande de l'I.D.E.A. d'inclure au programme triennal l'égouttage de la rue du Bois d'Arras en priorité n° 5 de l'année 2012 ;

Vu la réunion avec l'I.D.E.A. en date du 29.06.2010 et la demande d'inclure la rue du Moulin et la rue Champs des Bails suite aux nouvelles priorités définies par la S.P.G.E. ;

Vu la liste des travaux revue et complétée par le Collège Communal, en sa séance du 22.07.2010, décidant d'ajouter au programme triennal l'égouttage la rue du Canard (2<sup>ème</sup> partie) en priorité n° 4 de l'année 2011, et l'égouttage de la rue du Moulin et de la rue Champs des Bails en priorité n° 6 de l'année 2012 ;

Attendu que le Collège Communal souhaite la concrétisation de ces projets dans les meilleurs délais ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communal d'approuver le plan triennal des travaux 2010-2011-2012 et la demande des subventions auprès du Ministère de la Région Wallonne ;

**DECIDE à l'unanimité ;**

Article 1er. – D'approuver le programme triennal des travaux 2010-2011-2012 comme suit :

**Pour l'année 2010 : Pas de travaux.**

**Pour l'année 2011 :**

Priorité n° 1 ;

Egouttage des rues Claus (2<sup>ème</sup> partie), du Faux Bois et du Fort Joniau au montant estimatif de 1.457.260,00 EUR T.V.A.C. , Travaux conjoints de voirie et d'égouttage ;

Priorité n° 2 ;

Egouttage de la rue du Plouy et de la Place d'Erbaut au montant estimatif de 697.775,00 EUR T.V.A.C. , Travaux conjoints de voirie et d'égouttage ;

Priorité n° 3 ;

Egouttage de la rue des Martyrs au montant estimatif de 349.950,00 EUR T.V.A.C. , Travaux conjoints de voirie et d'égouttage ;

Priorité n° 4 ;

Egouttage de la rue du Canard (2<sup>ème</sup> partie) au montant estimatif de 286.472,00 EUR T.V.A.C. , Travaux conjoints de voirie et d'égouttage ;

**Pour l'année 2012 :**

Priorité n° 1 ;

Egouttage de la rue d'Erbisoeul (2<sup>ème</sup> partie) au montant estimatif de 507.240,00 EUR T.V.A.C. , Travaux conjoints de voirie et d'égouttage ;

Priorité n° 2 ;

Egouttage des rues Bruyère St-Pierre et des Prés (2<sup>ème</sup> partie) au montant estimatif de 1.682.245,00 EUR T.V.A.C. , Travaux conjoints de voirie et d'égouttage ;

Priorité n° 3 ;

Egouttage de la rue Carache au montant estimatif de 130.500,00 EUR T.V.A.C. subsidiable par la S.P.G.E. , Travaux d'égouttage exclusif ;

Priorité n° 4 ;

Aménagement de la rue Valère Letot au montant estimatif de 657.030,00 EUR T.V.A.C. , Travaux d'amélioration de voirie ;

Priorité n° 5 ;

Egouttage de la rue du Bois d'Arras au montant de 135.300,00 EUR T.V.A.C. , Travaux d'égouttage exclusif ;

Priorité n° 6 ;

Egouttage de la rue du Moulin et de la rue Champs des Bails au montant de 299.250,00 EUR T.V.A.C. Travaux d'égouttage exclusif ;

Article 2. - De solliciter de la Région Wallonne (DGO1) les subventions pour le programme triennal tel que décrit ci-avant à l'article 1.

Article 3. – De transmettre une copie du programme triennal des travaux 2010-2011-2012 et un extrait de la présente délibération à l'I.D.E.A. (organisme d'assainissement agréé par la S.P.G.E.) et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

-----

## **26. QUESTIONS ORALES**

Mademoiselle MORCRETTE demande quel est l'état d'avancement du dossier de la salle de sport à Herchies.

La Présidente lui répond que le projet a été abandonné car un tiers a surenchéri à un montant jugé excessif par la Commune.

Mademoiselle MORCRETTE ajoute une précision à l'une de ses remarques faites à la séance précédente (point 15 - Compte communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2009), relative à un déplacement effectué à Rochehaut pour le compte du Comité des Fêtes de Masnuy-Saint-Jean.

Mademoiselle MORCRETTE demande si le formulaire de déclaration de mandats, envoyé aux conseillers communaux au cours du mois de juillet, ne constitue pas un doublon avec la déclaration faite plus tôt dans l'année.

La Présidente lui répond par la négative.

Mademoiselle MORCRETTE remercie le Collège communal pour la démarche faite à l'égard de l'ensemble des conseillers communaux.

Madame SENECAUT demande si la mise en place d'une Commission consacrée aux Energies renouvelables est toujours d'actualité.

La Présidente lui répond par l’affirmative.

Madame SENECAUT demande également des éclaircissements relatifs au dossier des « Panneaux Bienvenue », et demande s’il ne serait pas envisageable, en cas de refus définitif de la Région Wallonne et du Ministre compétent, de placer ces panneaux exclusivement le long des voiries communales.

La Présidente lui apporte les explications demandées, tout en spécifiant que les deux voiries concernées par l’interdiction du SPW sont la Route d’Ath et la rue de Baudour.

Avant de déclarer le huis clos, la Présidente prononce un discours à l’occasion du départ de ses fonctions de Monsieur Florent BOTTE, Receveur communal.

-----  
**HUIS CLOS**  
-----

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire ff,

La Présidente,